

## Sommaire

- **Bruxelles** ..... Page 2  
Transport : ambitions à la baisse
- **L'essentiel** ..... Page 2-3  
Éolien offshore : une première vague  
d'appels d'offres à l'automne
- **Appels à projets** ..... Page 3  
Innovation : l'État soutient les pôles  
de compétitivité
- **Brevets** ..... Page 4-5  
Dépollution, éclairage, transports,  
énergie, divers
- **Technologies** ..... Page 4-5  
Énergie : OVH améliore l'efficacité  
énergétique de ses centres de données
- **Économie & finance** ..... Page 6  
Énergies renouvelables : la biomasse  
pèse sur les comptes d'Europlasma  
Environnement ; les fonds continuent  
d'affluer
- **Éclairage** ..... Page 7  
Écotecnologies : le capital-risque  
toujours présent
- **Carnet** ..... Page 8  
IFP, CGE, Savin Martinet associés
- **Interview** ..... Page 8  
Jérôme Finot, directeur du pôle  
de compétitivité S2E2

## L'ÉVÉNEMENT

### Le grand emprunt se concrétise

Quelque 6,85 milliards d'euros, sur un total de 35 milliards. C'est le montant des fonds qui seront alloués aux premiers projets éligibles aux « investissements d'avenir », à la suite du rapport d'Alain Juppé et Michel Rocard qui identifiait les secteurs les plus porteurs pour l'économie française. Le 3 mai, le Premier ministre a signé dix premières conventions avec les opérateurs appelés à gérer les crédits, tels Oséo, l'Ademe et l'Agence nationale pour la recherche (ANR). Certaines conventions seront mises en œuvre de façon « *très rapide, parce qu'il n'y a pas d'appels à projets nécessaires* », a expliqué François Fillon. Exemple : les 500 millions d'euros de prêts verts à l'industrie, « *immédiatement opérationnels* », qui vont aider les entreprises « *à adapter leur outil de production pour gagner de la compétitivité, tout en étant en phase avec les exigences du développement durable* ». Les montants alloués aux entreprises iront de 50 000 euros à

3 millions. De même, les aides à la rénovation thermique de 300 000 logements, gérées par l'Anah (500 millions) destinées aux particuliers aux « *revenus modestes* », « *seront disponibles à la rentrée* ». Quant aux autres mesures déjà sélectionnées, les appels à projets seront lancés en juin. Ainsi, 1,35 milliard seront attribués à l'Ademe dans le cadre du financement de démonstrateurs en matière d'énergies renouvelables et de chimie verte, soit un total de 3,375 milliards en prenant en compte les investissements privés mobilisés par « *effet de levier* ». Les premiers projets devraient être sélectionnés en décembre. Exemple donné par le gouvernement : la gestion active de l'énergie dans le bâtiment intelligent, qui ne relève pourtant pas du domaine des ENR, mais de la maîtrise de l'énergie. Le Premier ministre souhaite que les autres conventions soient signées d'ici à l'été. JPB

[www.gouvernement.fr](http://www.gouvernement.fr)

## CLIMAT

### Une taxe carbone européenne en cas d'accord international

La nouvelle unité « climat » de la Commission européenne prévoit d'instaurer une taxe carbone européenne intérieure de 30 euros la tonne pour les secteurs non soumis aux quotas, et de réduire pour ces derniers le plafond de 15%. Selon notre confrère *Enerpresse*, la communication que présentera en juin prochain Connie Hedegaard, commissaire à l'Action pour le climat, et soutenue par le commissaire européen à la Fiscalité, est « *sans ambiguïté* ». Ces mesures seraient nécessaires pour permettre à l'Union européenne de passer de 20 à 30 % de réduction d'émissions de CO<sub>2</sub> en 2020 en cas d'accord international sur le climat, un engagement réaffirmé à Copenhague. Une posture qui jusqu'à présent n'a pas été payante. La taxe carbone rapporterait 50 milliards d'euros de recettes, et la diminution du nombre de quotas coûterait 81 milliards à l'économie européenne, soit 0,54% du PIB. Mais l'impact de la crise européenne limiterait le surcoût lié au passage de 20 à 30% à 11 milliards. Une facture compensée par les bénéfices en termes de qualité de l'air (6,5 à 10 milliards), d'emplois et de sécurité d'approvisionnement. [www.enerpresse.com](http://www.enerpresse.com)

## LE CHIFFRE

# 3 °C

L'institut Postdam, en Allemagne, estime que les accords de Copenhague se traduiront par une hausse de plus de 3 °C de la température planétaire à la fin du siècle, au lieu des 2 °C visés par les signataires. [www.bulletins-electroniques.com](http://www.bulletins-electroniques.com)

IFP

**Olivier Appert** est renouvelé dans ses fonctions de président de l'IFP, poste qu'il occupe depuis 2003. Ancien élève de l'École polytechnique et ingénieur général des Mines, il avait rejoint la direction générale de l'IFP en 1994 comme responsable des activités de recherche et développement. Nommé en 1998 directeur général d'Isis – le holding technologique dont l'IFP était actionnaire, il avait rejoint l'Agence internationale de l'énergie (AIE) entre 1999 et 2003 comme directeur de la coopération long terme et de l'analyse des politiques énergétiques.

[www.ifp.fr](http://www.ifp.fr)

CGE

Le groupe de travail développement durable formé en 2003 par la Conférence des grandes écoles (CGE) devient une commission permanente. **Stéphane Cassereau**, directeur de l'École des mines de Nantes depuis 2001, en prend la présidence et devient de ce fait membre du bureau de la CGE. Diplômé de l'École polytechnique, Stéphane Cassereau avait notamment occupé la fonction de directeur de l'ancienne Drire de Pays de la Loire. [www.cge.asso.fr](http://www.cge.asso.fr)

SAVIN MARTINET ASSOCIÉS

**Patricia Savin**, avocate associée et fondatrice du Cabinet Savin Martinet associés, vient d'être distinguée par la publication américaine *Best Lawyer* dans la catégorie droit de l'environnement. [www.smaparis.com](http://www.smaparis.com)

#### Environnement Magazine Hebdo

38, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris  
Tél. : 01 53 45 96 52 - Fax : 01 53 45 89 11

**Directeur de la publication :** Charles-Henry Dubail,

**Directeur délégué :** Christoph Haushofer

**Rédactrice en chef :** Dominique Bomstein,

**Rédacteurs en chef adjoints :**

Jean-Philippe Bondy, [jp.bondy@victoires-editions.fr](mailto:jp.bondy@victoires-editions.fr),

Albane Canto, [a.canto@victoires-editions.fr](mailto:a.canto@victoires-editions.fr)

**Ont collaboré à ce n° :** Jérôme Chasnier, Julien Dupain, Sylvie Luneau, Cécile Nivet, Fabian Tubiana.

**Rédacteur graphiste :** Laurence Touati

**Abonnement** 1 an (40 nos/an) France métropolitaine :

**960 € TTC** (TVA 2,10 %) [vente@victoires-editions.fr](mailto:vente@victoires-editions.fr)

**Commission paritaire :** 0313 T81227 - ISSN : 1969-9468

Dépôt légal à parution - Impression : Duplprint,

95330 Domont - © Environnement Magazine Hebdo,

toutes reproductions interdites

RCS Paris B342731247

COCOON Preprint

Imprimé sur Cocoon Preprint,  
papier 100% recyclé certifié FSC.



## INTERVIEW

**Jérôme Finot**,  
directeur du pôle  
de compétitivité  
S2E2  
[www.s2e2.fr](http://www.s2e2.fr)



### « Nous nous renforçons dans les réseaux intelligents »

**Lors de sa dernière assemblée générale, le pôle de compétitivité Sciences et systèmes de l'énergie électrique a décidé d'étendre son périmètre géographique et de mettre l'accent sur les « smart grids ».**

#### Quelles orientations stratégiques avez-vous arrêtées ?

Nous avons décidé d'aller chercher de nouveaux adhérents en élargissant notre zone d'action, jusqu'à présent limitée à la Région Centre, au Grand Ouest : Pays de la Loire, Poitou-Charentes et plus tard la Bretagne. Cette extension n'est pas le fruit du hasard : les Pays de la Loire et la Bretagne sont les deux territoires en France où l'électronique est la plus développée. S'ils le sont pour la défense ou le médical, ils peuvent le devenir en matière de gestion de l'énergie. On peut citer des entreprises comme Eca En, Tronico, Delta Composants, ou Eolys dans le microéolien.

#### Vous avez aussi décidé de développer votre activité dans les réseaux intelligents...

Oui, elle va renforcer une spécialité déjà établie avec le projet Ecolink, qui consiste à maîtriser la demande d'électricité – et particulièrement les pics de consommation – de faciliter l'intégration d'énergies renouvelables intermittentes décentralisées, et demain la recharge des véhicules électriques. Le sujet est déjà d'actualité, les réseaux électriques de Bretagne et de Paca étant à la limite de la saturation. C'est donc un secteur porteur. Participent au projet des entreprises comme EDF, Legrand, Delta Dore, Wirecom (lire p. 5), HEC, l'université technolo-

gique de Troyes... 19 millions d'euros ont été investis dans cette voie.

#### Vous avez, en 2008, décidé de renforcer la collaboration avec d'autres pôles...

Nous avons signé une charte de collaboration avec les pôles Tennerdis, Cap Énergies et Derbi, spécialisés dans la production d'énergies renouvelables, par souci de complémentarité : nous sommes positionnés en aval, sur l'utilisation et la gestion de l'électricité. Cette collaboration s'est renforcée avec la coordination de la gouvernance des quatre pôles, dans une optique de rayonnement à l'échelle nationale. Nous allons maintenant lancer des appels à projets communs et réunir nos adhérents par centres d'intérêts.

#### Comment travaillez-vous à la définition de vos programmes ?

Il est vrai que des sujets comme les smart grids sont apparus très rapidement : il y a quatre ans, je ne connaissais même pas cette expression. Nous menons une veille technique, économique, réglementaire et l'apport en matière de recherche des écoles et universités est incontournable. Enfin, nous avons ouvert notre conseil d'administration à des spécialistes de la prospective, de notoriété nationale ou internationale. Cette caution intellectuelle doit nous éviter de faire fausse route. JPB

### 110 membres et 167 millions d'euros investis

Acteur « de référence » dans l'efficacité énergétique des bâtiments, le pôle S2E2, basé à Tours, est également positionné sur la maîtrise des consommations des équipements électriques (ST Microelectronics, Leroy Somer), notamment nomades, et à la marge (20 à 25 %) sur les ENR : l'éolien, représenté par Vergnet et Eolys et la géothermie par le BRGM, à Orléans. « Nous comptons dans nos rangs 85 acteurs industriels dont 70 % de PME et 25 laboratoires, explique Jérôme Finot. 51 projets en cours mobilisent près de 167 millions d'euros d'investissements depuis la fin 2005. Dix à quinze nouveaux projets sont lancés chaque année. »